

FIN DE PARCOURS POUR LES GUÉPARDS U20

PAGE 07

Société & Politique

PAGE 03

LE VENIN DISCRET DU POUVOIR

Santé publique / Modernisation des plateaux techniques

PAGE 03



UN SCANNER DERNIER CRI POUR LE CHUDO

Renforcement des effectifs forestiers au Bénin

PAGE 07

115 nouveaux agents bientôt recrutés et formés



Gouvernance / Énergie

PAGE 05

Changement à la tête de la SBEE

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements
inoubliables !

☎ 0198904640 / 0144904640

Les résidences

FENOOU

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

☎ 0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un
séjour incroyable.



Journée mondiale – Justice internationale

17 JUILLET : UN MONDE À JUGER

Une journée pour honorer la lutte contre l'impunité... et questionner la crédibilité de la justice internationale

Le 17 juillet de chaque année, la communauté internationale célèbre la Journée de la justice pénale internationale, une date marquante qui commémore l'adoption, en 1998, du Statut de Rome, traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI). Ce jour symbolise la volonté des États de lutter contre l'impunité et de protéger les peuples contre les crimes les plus graves : génocides, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes d'agression. Au Bénin comme ailleurs, cette journée est aussi l'occasion d'un regard critique sur le fonctionnement de la justice internationale.

Un devoir de mémoire, une urgence d'action

Depuis sa création, la Cour pénale internationale s'efforce de juger les auteurs de crimes odieux à travers le monde. La journée du 17 juillet invite à se souvenir des combats menés pour une justice équitable au niveau mondial, mais surtout à renforcer aujourd'hui les mécanismes de justice, soutenir les victimes, protéger les témoins et promouvoir la paix durable.

Au Bénin, cette journée donne lieu à des conférences, des ateliers, des projections de documentaires et des campagnes de sensibilisation, portées par la société civile et les institutions judiciaires. Le but : éduquer les citoyens sur le rôle et les limites de la justice pénale internationale, et encourager la coopération avec la CPI.

Un tribunal pour tous, ou seulement pour l'Afrique ?

Mais cette noble ambition souffre de critiques récurrentes, notamment sur son impartialité. Depuis plusieurs années, la CPI est accusée de cibler principalement les dirigeants africains, tandis que des crimes graves commis dans d'autres régions du monde semblent échapper à son autorité.

La justice, censée être universelle, donne parfois le sentiment d'une application sélective.

Des voix s'élèvent pour dénoncer une instrumentalisation politique de la CPI. Le cas du président russe Vladimir Poutine, visé par un mandat d'arrêt pour crimes de guerre en Ukraine, a été rejeté par Moscou comme étant sans valeur juridique. De même, en novembre 2024, les mandats émis contre les dirigeants israéliens Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant ont soulevé de nombreuses contestations, tant sur le plan diplomatique que juridique.

Une paix mondiale encore hypothétique

Dans un monde où les conflits se multiplient et où les armes non conventionnelles ravagent des populations entières, la justice internationale semble peiner à imposer ses règles. L'absence de sanctions contre les « grandes puissances » alimente la frustration des peuples victimes, et affaiblit la légitimité de la CPI.

La paix, pourtant essentielle à la stabilité du monde, reste un idéal lointain si la justice ne parvient pas à s'exercer de manière équitable, sans pression politique, ni traitement de faveur. Tant que certains États se comporteront en gendarmes du monde au-dessus des lois, le spectre d'une nouvelle guerre mondiale demeurera une inquiétude réelle.

Un appel à la conscience collective

Le 17 juillet ne doit pas être un simple rituel diplomatique, mais un temps fort d'engagement collectif. Pour que la justice internationale soit crédible et respectée, elle doit être équitable, indépendante, accessible à tous, et surtout capable de punir tous les crimes, sans distinction d'origine ni de statut.

Car sans justice, il ne peut y avoir de paix durable. Et sans paix, l'avenir du monde reste suspendu à la colère des peuples trahis et à la violence des puissants.

Yousseuf AVOCEGAMOU



MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Eméric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Yousseuf Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

Société & Politique

LE VENIN DISCRET DU POUVOIR

Quand le silence des hommes politiques cache une violence inouïe

Sous des discours lissés et des sourires de façade, une autre réalité se cache : celle d'une cruauté feutrée, calculée, parfois plus pernicieuse que les cris et les coups. Cette méchanceté silencieuse, très présente dans les milieux politiques, détruit plus qu'elle ne construit.

Ils ne hurlent pas. Ils n'insultent pas. Ils ne frappent pas. Et pourtant, ils blessent.

La politique est souvent perçue comme un jeu d'influence, de stratégie et de diplomatie. Mais dans les couloirs feutrés du pouvoir, une autre arme est redoutablement utilisée : le silence. Non pas le silence paisible du sage, mais celui sournois du calculateur, qui tue à petit feu. C'est ce que vivent nombre d'acteurs engagés, trahis ou tout simplement ignorés par des hommes politiques dont la cruauté n'est pas spectaculaire, mais bien réelle.

Le silence comme stratégie de domination

Loin des coups d'éclat ou des invectives publiques, certains politiciens choisissent la distance, l'oubli délibéré, l'exclusion tacite. Ils savent se taire, mais leurs silences sont bavards. Refuser une audience. Ne pas répondre à une sollicitation. Ignorer un militant de longue date. Écarter sans explication un collaborateur loyal. Ce sont autant d'actes apparemment anodins, mais qui témoignent d'une froideur cruelle.

Une violence sans témoin

Cette forme de méchanceté n'est pas spectaculaire, ce qui la rend d'autant plus destructrice. Elle ne laisse pas de traces visibles, mais elle ronge l'âme, démotive les plus engagés, casse des élans sincères. Elle pousse certains à la solitude, d'autres à la révolte ou à l'abandon. C'est une violence insidieuse, silencieuse, presque institutionnalisée.

Pourquoi tant de froideur ?

Plusieurs raisons expliquent cette posture : la peur de partager le pouvoir, l'arrogance née des privilèges, ou encore une vision cynique du monde où tout engagement n'est qu'un calcul. Certains hommes politiques, grisés par leur ascension, deviennent indifférents aux autres. Ils oublient d'où ils viennent, et ceux qui les ont aidés à monter. La loyauté n'a plus de place. L'humanité encore moins.

Des victimes nombreuses et invisibles

Dans les partis, les administrations, les communes, les militants et agents de terrain en font souvent les frais. Ces hommes et femmes pleins d'espoir se retrouvent face à un mur d'indifférence. Ils ont cru, donné, parfois sacrifié. Et en retour, ils récoltent le silence, le mépris ou l'oubli. Ces blessures n'émeuvent personne. Pourtant, elles sont profondes.

Et demain ?

Peut-on espérer une autre manière de faire de la politique ? Une politique plus humaine, plus sincère ? Il est urgent de replacer l'écoute, la gratitude, le respect des engagements au centre de l'action publique. Car un pouvoir qui méprise en silence finit toujours par se vider de sa légitimité.

La méchanceté des hommes politiques ne crie pas toujours. Mais elle parle fort dans les cœurs qu'elle brise.

Emeric Joël ALLAGBE

Santé publique / Modernisation des plateaux techniques

UN SCANNER DERNIER CRI POUR LE CHUDO

Le Ministre de la Santé inaugure l'équipement en présence des autorités locales à Porto-Novo

accompagner l'utilisation efficiente de ce dispositif.

Dans une ambiance solennelle, le Centre hospitalier universitaire départemental de l'Ouémé (CHUDO) a franchi une nouvelle étape dans la modernisation de son plateau technique. Ce mardi, le Ministre de la Santé a procédé à l'inauguration officielle d'un scanner de dernière génération, en présence de Madame la Préfète de l'Ouémé, du Maire de Porto-Novo et du Président des sages de la ville capitale.

Selon les responsables du CHUDO, ce scanner permettra de diagnostiquer plus rapidement plusieurs pathologies, évitant ainsi aux populations des déplacements coûteux vers Cotonou ou d'autres villes pour des examens spécialisés.

Le Ministre a souligné que cette inauguration s'inscrit dans le cadre du vaste programme de modernisation des hôpitaux du pays, engagé par le gouvernement dans sa politique de renforcement du système sanitaire national.

Le Centre hospitalier universitaire départemental de l'Ouémé (CHUDO) se dote désormais d'un outil de diagnostic médical de haute précision : un scanner moderne, fruit des efforts conjoints du gouvernement et de ses partenaires techniques. Ce nouvel équipement vient renforcer les capacités de prise en charge des patients dans la région.

Pour les sages de Porto-Novo, il ne s'agit pas seulement d'un outil médical, mais d'un signal fort que le développement sanitaire devient une réalité à l'intérieur du pays. Ils ont encouragé le personnel médical à faire bon usage du matériel et appelé à la vigilance dans sa maintenance.

L'inauguration s'est tenue en présence du Ministre de la Santé, qui a salué une "avancée majeure dans l'amélioration de l'offre de soins dans l'Ouémé". À ses côtés, Madame la Préfète Marie Akpotrossou, le Maire Charlemagne Yankoty, ainsi que le Président des sages de Porto-Novo, ont tour à tour exprimé leur satisfaction et leur engagement à

La cérémonie s'est achevée sur une visite guidée de la salle de scanner, où les autorités ont pu constater de visu les caractéristiques techniques de l'appareil flambant neuf, ainsi que les aménagements effectués pour son installation.

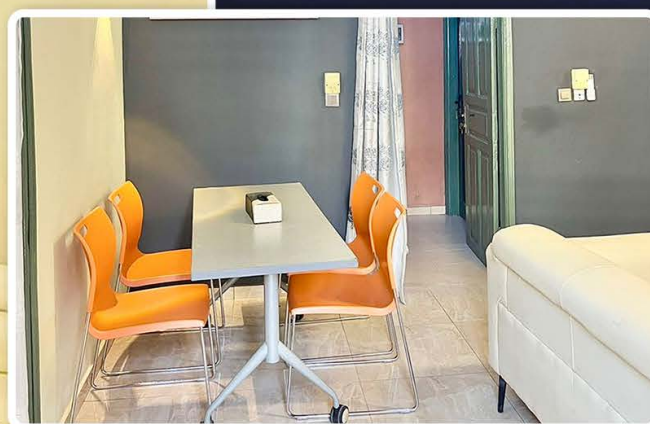
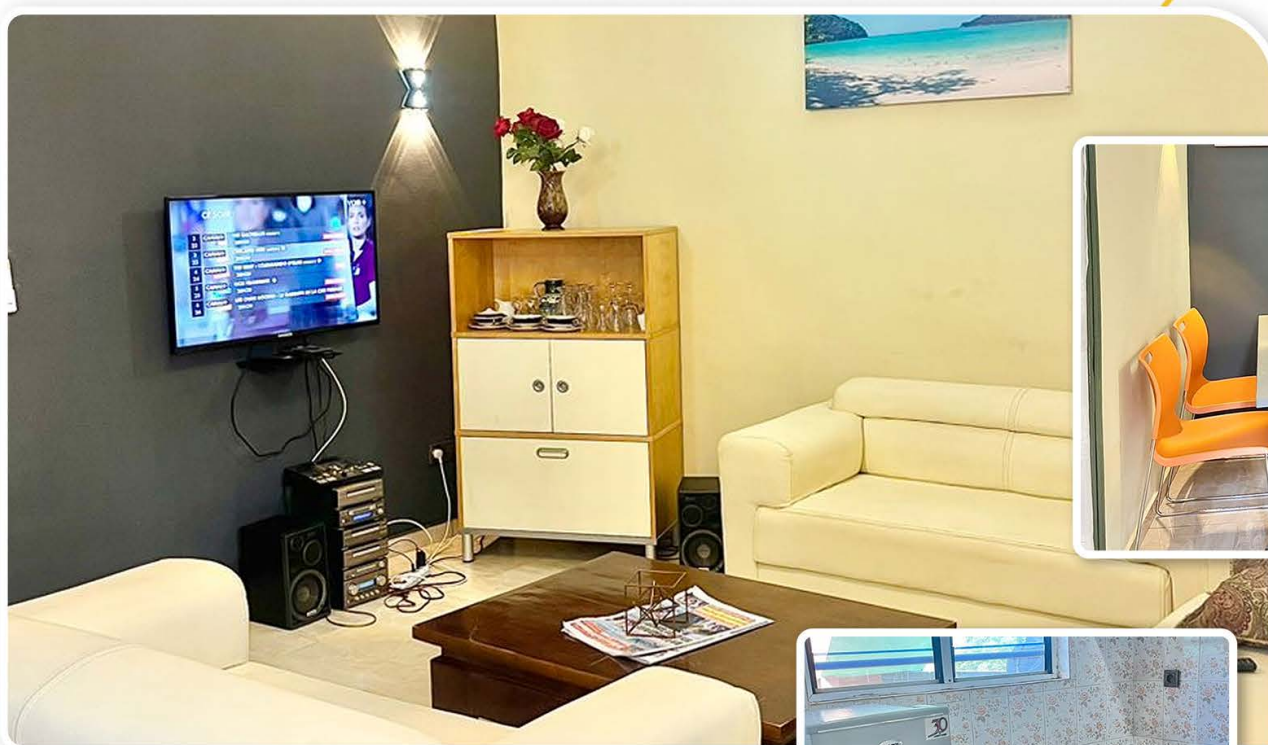
Emeric Joël ALLAGBE



Les résidences
FENOOU

APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Disponibles immédiatement



CARACTÉRISTIQUES

- Luxe et confort ✓
- Décor authentique ✓
- Prix abordable ✓
- Emplacement stratégique ✓

Retrouvez la chaleur d'un foyer loin de chez vous, où chambres privées et cuisine conviviale offrent le parfait équilibre. Imaginez-vous refaire le monde autour d'un repas fait maison tout en préparant vos aventures du lendemain... L'expérience ultime pour familles et amis qui veulent vivre leur séjour à leur rythme !



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Conseil des ministres du Mercredi 16 juillet 2025

L'INTÉGRALITÉ DU COMPTE RENDU

Sous la présidence effective du Chef de l'État, Son Excellence Patrice Talon, le Conseil des ministres s'est réuni au Palais de la Marina pour examiner plusieurs dossiers réglementaires et procéder à des nominations importantes.

Mesures réglementaires validées

Adoption de décrets précisant les attributions, l'organisation, le fonctionnement et les modalités électorales des Ordres nationaux des Pharmaciens, des Médecins et des Chirurgiens-dentistes.

Envoi à l'Assemblée nationale d'un projet de révision de la loi n° 2024-28 du 26 juillet 2024, portant sur les règles de fonctionnement des Ordres nationaux béninois.

Désignation de nouveaux commissaires aux comptes au Centre national des produits biologiques vétérinaires.

Nomination de magistrats à la chancellerie et dans plusieurs juridictions nationales.

Approbation des statuts révisés de l'Agence de contrôle des installations électriques intérieures (CONTRELEC).

Communications officielles annoncées

Ouverture d'un concours pour recruter 115 fonctionnaires au sein du ministère des Eaux, Forêts et Chasse.

Adhésion du Bénin à l'initiative GlobE Network de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC).

Validation de la nouvelle Politique nationale d'Évaluation (PNE 2025-2034), incluant sa stratégie pour 2025-2029.

Adoption de la version actualisée de la Politique nationale de développement des énergies renouvelables (PONADER), portant la période couverte à 2020-2030, avec une stratégie 2025-2030.

Approbation également de la Politique nationale de maîtrise de l'énergie (PONAME 2020-2030), avec sa stratégie 2025-2030.

Nominations ministérielles

Sur proposition des ministres concernés, les responsables suivants ont été nommés :

Ministère des Affaires étrangères

Akpé Cocou Marius LOKO : Directeur général des Relations extérieures

Yasséa Nounagnon Ems-Eddy HOUNDEFFO : Directeur général des Affaires consulaires et des Béninois de l'Extérieur

Simidélé Sèlidji Seth TEBE : Directeur général de l'Attractivité et de la Diplomatie économique

Emilienne AGOSSA : Directrice de la Planification, l'Administration et des Finances

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Yacole Guy ATOHOUN : Conseiller technique en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines

Hippolyte EBAGNITCHIE : Directeur général de la Société Béninoise d'Énergie Électrique

Ce Conseil a été marqué par :

1. La modernisation des cadres réglementaires des professions de santé,
2. Le renforcement des structures de contrôle (CONTRELEC, produits biologiques vétérinaires),
3. Des efforts soutenus pour le recrutement et l'évaluation au service public,
4. Un engagement affirmé en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie,
5. Une série de nominations stratégiques dans des ministères clés : Affaires étrangères, Enseignement supérieur et Énergie.

James Méryl ALLAGBE

Gouvernance / Énergie

CHANGEMENT À LA TÊTE DE LA SBEE



Un nouveau Directeur général nommé pour redynamiser l'entreprise publique.

La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) entame une nouvelle phase de son développement avec l'arrivée d'un nouveau Directeur général à sa tête. En Conseil des ministres du mercredi 16 juillet 2025, le gouvernement béninois a officialisé la nomination de Hyppolite Ebagnitché à la direction de la société.

Ce retour aux commandes de M. Ebagnitché, qui avait déjà dirigé la SBEE entre 2016 et 2020, marque une volonté affirmée des autorités de renforcer la performance et la gouvernance du secteur énergétique. Son premier passage avait été salué pour les réformes structurelles entreprises et les efforts d'assainissement engagés au sein de l'entreprise.

Ce changement intervient dans un contexte où la SBEE est appelée à jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre des projets d'électrification en cours, notamment dans les zones rurales, ainsi que dans la modernisation des réseaux de distribution. Le gouvernement mise ainsi sur l'expérience de Hyppolite Ebagnitché pour consolider les acquis et accélérer les chantiers prioritaires du secteur.

Avec ce nouveau leadership, les attentes sont grandes, tant sur le plan de l'amélioration de la qualité du service que sur la maîtrise des pertes techniques et commerciales.

Emeric Joël ALLAGBE

ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES



À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?

Que ce soit pour célébrer un mariage, un anniversaire, une communion, un baptême, organiser un colloque professionnel ou simplement profiter d'un moment en famille, notre espace vous accueille pour tous types de manifestations dans un environnement naturel préservé.



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota



+229 98 90 46 40 / 55 49 99 99



+229 95 53 43 95 / 55 50 07 07

Renforcement des effectifs forestiers au Bénin

115 NOUVEAUX AGENTS BIEN-TÔT RECRUTÉS ET FORMÉS

Le gouvernement béninois poursuit ses efforts pour une meilleure gestion durable des ressources naturelles. Dans cette dynamique, 115 nouveaux agents seront bientôt recrutés pour intégrer les rangs de l'administration des Eaux, Forêts et Chasse.

Cette décision s'inscrit dans la continuité des réformes entreprises par les autorités pour renforcer la surveillance, la protection et la valorisation du patrimoine forestier national. Ces futurs agents auront pour mission principale d'appuyer les services déconcentrés dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, le braconnage, la déforestation et autres pratiques menaçant la biodiversité.

Selon les informations officielles, les 115 agents seront issus d'un concours rigoureux organisé dans les prochains mois. Une fois recrutés, ils bénéficieront d'une formation spécialisée dans les domaines liés à la protection de l'environnement, la réglementation forestière, la gestion des aires protégées et les techniques d'intervention sur le terrain.

Cette initiative gouvernementale répond également aux engagements pris dans le cadre des conventions internationales relatives à la conservation de la nature. Elle vise à doter le Bénin d'un personnel qualifié capable de relever les défis liés à la résilience écologique et au changement climatique.

Avec ce renforcement des ressources humaines, le ministère en charge des Eaux, Forêts et Chasse espère améliorer significativement l'efficacité de ses actions sur le terrain, notamment dans les zones sensibles comme les parcs nationaux, les réserves naturelles et les forêts classées.

Emeric Joël ALLAGBE

Culture et style

COTONOU VIBRE AU RYTHME DU MOIS DE LA MODE 2025

Créativité, identité et savoir-faire local à l'honneur dans la capitale béninoise

Du glamour, du style et une ode à l'identité africaine : Cotonou devient, le temps d'un mois, le carrefour de la création vestimentaire. L'édition 2025 du Mois de la Mode promet d'allier tradition et modernité pour célébrer le génie créatif béninois et africain.

Cotonou déroule le tapis rouge à la mode africaine.

L'édition 2025 du Mois de la Mode a officiellement démarré dans la capitale économique du Bénin, transformée pour l'occasion en véritable vitrine de l'élégance, de la créativité et de l'identité culturelle. Durant plusieurs semaines, stylistes, créateurs, mannequins et amoureux du textile vont se retrouver autour d'une programmation riche et audacieuse.

Sous le thème « Créativité et identité », l'événement vise à promouvoir la diver-

sité des talents locaux tout en valorisant les tissus, motifs et coupes qui racontent l'histoire des peuples africains.

Le pagne, le bogolan, le batik et bien d'autres matières sont remis en lumière par des créateurs inspirés qui réinventent les codes de la mode.

Des défilés de renom, des ateliers, des expositions et des conférences sont au programme pour faire rayonner le savoir-faire local et stimuler les échanges professionnels. Cette année, une attention particulière est accordée aux jeunes stylistes béninois, porteurs d'une nouvelle vision de la mode, à la fois enracinée et tournée vers l'international.

Plus qu'un rendez-vous esthétique, le Mois de la Mode 2025 s'impose comme un levier économique et culturel majeur, en valorisant les métiers de la chaîne textile : du tissage à la couture, en passant par la teinture et le stylisme.

Emeric Joël ALLAGBE

Foot - Coupe UFOA B U20

FIN DE PARCOURS POUR
LES GUÉPARDS U20

Le Bénin s'incline face au Ghana (1-0) et quitte la compétition

Prampram, Ghana – Triste épilogue pour les Guépards U20 du Bénin à la 3e édition de la Coupe UFOA B. Après une lourde défaite inaugurale face au Nigeria (4-1), les poulains de Raymond Tchayé se sont inclinés ce mercredi 16 juillet 2025 devant le pays hôte, le Ghana, sur le score serré de 1-0.

Malgré une performance en demi-teinte des Ghanéens, réduits à dix durant la rencontre, les jeunes béninois n'ont pas su profiter de leur supériorité numérique. Le but encaissé, unique de la rencontre, scelle non seulement leur deuxième défaite consécutive, mais aussi leur élimination dès la phase de groupes.

Avec zéro point, cinq buts encaissés et un seul inscrit en deux matches, le Bénin quitte prématurément la compétition régionale, sans avoir réellement existé face à ses adversaires.

Un bilan amer pour une sélection pleine d'espoir au départ, mais qui devra désormais rentrer au bercail pour tirer les leçons de cette campagne infructueuse. Le staff technique est appelé à faire un diagnostic lucide pour poser les bases d'un avenir plus prometteur.

Emeric Joël ALLAGBE



Gouvernance électorale

CAP SUR 2026 : UN AUDIT DU FICHIER
ÉLECTORAL POUR DES ÉLECTIONS CRÉDIBLES

Le Bénin amorce une étape décisive vers des élections générales transparentes et inclusives en 2026. Le président de la Cour constitutionnelle, Dorothé Sossa, accompagné d'experts internationaux, a lancé officiellement l'audit du fichier électoral, une initiative saluée pour sa portée démocratique.

Dans la perspective des élections générales de 2026, le Bénin enclenche une opération de grande envergure : l'audit du fichier électoral national. Cette initiative, pilotée par la Cour constitutionnelle et le Conseil d'orientation et de supervision de la Liste électorale permanente informatisée (COS-LEPI), marque une volonté affirmée d'assurer la transparence, la fiabilité et l'inclusivité du processus électoral à venir.

La cérémonie officielle de lancement de cet audit s'est tenue ce mardi 15 juillet 2025 au siège de la Cour constitutionnelle à Cotonou. Elle a réuni autour du président Dorothé Sossa, les membres du COS-LEPI, des représentants de la Commission électorale nationale autonome (CENA), des partenaires techniques et financiers, ainsi que des experts internationaux indépendants, venus prêter main-forte dans cette mission cruciale.

« Nous avons besoin d'un fichier électoral consensuel, crédible et respectueux des droits de chaque citoyen », a déclaré le président Sossa, soulignant que cette démarche vise à prévenir toute contestation et à renforcer la confiance des acteurs politiques et du peuple béninois.

Une démarche inclusive et technique

L'audit du fichier s'inscrit dans les standards internationaux, avec la participation active d'experts électoraux certifiés, issus d'organisations partenaires comme la CEDEAO, l'Union africaine, l'OIF et l'ONU.

Ces spécialistes analyseront la qualité des données, la régularité des inscriptions et la couverture nationale, afin de garantir un fichier électoral à jour et sans faille.

Le président du COS-LEPI, Nazaïre Sado, a pour sa part rappelé que le travail du Conseil reste « guidé par les principes de neutralité, de transparence et d'efficacité ». Il a exprimé sa satisfaction quant à l'accompagnement technique dont bénéficie le processus.

Vers une démocratie consolidée

Alors que le Bénin se prépare à une année électorale charnière, cet audit représente un gage de maturité démocratique et une réponse directe aux recommandations issues des précédents scrutins. Il témoigne aussi de l'ouverture du pays aux standards internationaux en matière de gouvernance électorale.

L'audit devrait durer plusieurs semaines et ses conclusions seront rendues publiques, conformément aux engagements pris par les parties prenantes.

Un processus suivi de près par les partenaires du Bénin, déterminés à appuyer des élections apaisées, transparentes et inclusives en 2026.

James Méryl ALLAGBE



Gouvernance internationale

LE BÉNIN S'ALLIE À L'ONU POUR RENFORCER
SA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le pays rejoint officiellement le réseau mondial GlobE Network, un dispositif de coopération internationale sous l'égide des Nations Unies pour combattre la corruption transfrontalière.

Dans sa volonté affichée de moraliser la vie publique et de renforcer les mécanismes d'intégrité, le Bénin vient de franchir une nouvelle étape. Le pays a officiellement adhéré au GlobE Network (Global Operational Network of Anti-Corruption Law Enforcement Authorities), un réseau mondial piloté par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), dédié à la coopération entre autorités anticorruption.

Cette adhésion marque une volonté claire des autorités béninoises de renforcer leur action dans la traque des flux financiers illicites, le blanchiment d'argent et les actes de corruption à dimension internationale.

Un réseau mondial au service de la transparence

Créé en juin 2021, le GlobE Network a pour mission de faciliter l'échange rapide d'informations, la collaboration opérationnelle et l'entraide juridique entre institutions spécialisées dans la lutte contre la corruption. Il compte à ce jour plus de 200 institutions membres dans plus de 100 pays.

Avec cette intégration, le Bénin se dote d'un levier stratégique pour améliorer la traçabilité des fonds détournés, partager des informations sensibles avec d'autres juridictions, et surtout, traquer plus efficacement les auteurs de délits économiques qui opèrent à l'international.

Un engagement renforcé sur la scène mondiale

Cette avancée s'inscrit dans la dynamique du gouvernement béninois de moderniser ses institutions, de renforcer la transparence et de bâtir une administration intègre. Elle complète d'autres initiatives locales comme la création de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) ou encore l'adoption de lois anti-corruption plus rigoureuses.

En rejoignant le GlobE Network, le Bénin affirme son positionnement comme un acteur engagé dans la lutte contre l'impunité économique, aux côtés des grandes instances internationales.

Vers une coopération plus efficace

La mise en réseau des autorités béninoises avec leurs homologues à travers le monde permettra de mutualiser les expertises, de bénéficier de formations spécialisées et de participer à des enquêtes conjointes. Une coopération qui pourrait considérablement accroître l'efficacité des investigations dans les dossiers complexes impliquant des flux financiers entre plusieurs pays.

Ainsi, à travers cette adhésion, le Bénin réaffirme sa volonté de bâtir un État de droit plus solide et de faire de la lutte contre la corruption un pilier de sa gouvernance publique.

Emeric Joël ALLAGBE



Remerciements

Vos soutiens de diverses manières lors des obsèques de notre très cher et regretté

AKPATA OLARÉWADJOU JOSEPH

ont été fort appréciés.

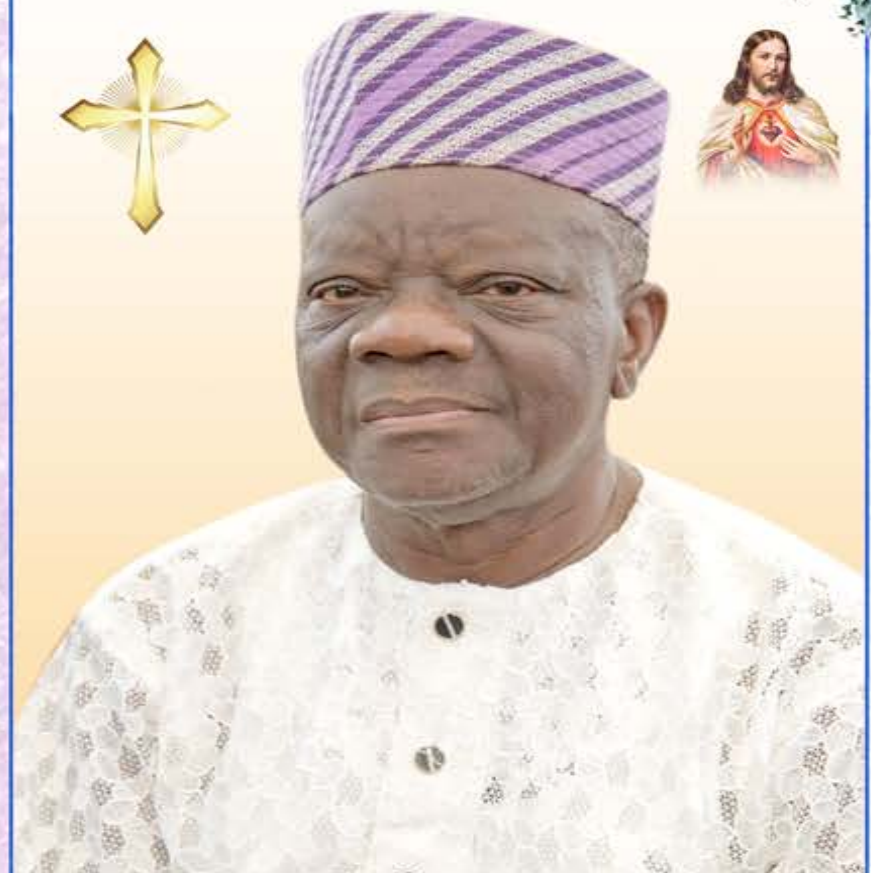
En retour, nous vous prions de recevoir l'expression de notre profonde gratitude.

Puisse Dieu vous le rendre au centuple...

ITINÉRAIRE À SUIVRE



En Mémoire de Notre Cher et Regretté



AKPATA Olaréwadjou Joseph

Conseiller Technique aux Arts et à la Culture du Président de l'Assemblée Nationale
Ex Maire de la Commune d'Ifangni

Décès survenu le Lundi 16 Juin 2025
dans sa 72^{ème} année.

ANNONCE DE DECES

LES DYNASTIES ROYALES

- AGBOLOUADJE du Bénin et du Nigéria
- INANKANKAN du Bénin et du Nigéria

LA COLLECTIVITE

AKPATA de Ganmi

LES FAMILLES

- ANILE d'Igolo
- TETEDÉ de Sobè à Ifangni

LES FAMILLES PARENTES, ALLIÉES ET AMIES

ont la profonde douleur de vous annoncer le rappel à Dieu de leur très Cher et Regretté :

Fils, Père, Epoux, Grand-Père, Oncle, Camarade de lutte, Camarade politique et Ami.

AKPATA Olaréwadjou Joseph

Conseiller Technique aux Arts et à la Culture du Président de l'Assemblée Nationale

1^{er} Maire de la commune d'Ifangni à l'ère de la décentralisation,
Ex Vice-Président de l'Association Nationale des Communes du Bénin,
Ancien Responsable de la Bibliothèque Nationale.



AKPATA Olaréwadjou Joseph

Décès survenu le Lundi 16 Juin 2025
dans sa 72^{ème} année.

Et vous prie d'assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

PROGRAMME DES OBSEQUES

Lundi 14 Juillet 2025

19 H 00 : Veillée de prières et de chants à l'Eglise Sainte Anne de Sakété.

Mercredi 16 Juillet 2025

20 H 00 : Veillée de prières et de chants à l'Eglise Saint Alphonse d'Ifangni.

Vendredi 18 Juillet 2025

20 H 00 : Veillée Messe en l'Eglise Notre-Dame de Porto-Novo.

Samedi 19 Juillet 2025

04 H 00 : Retrait du corps à la Morgue Funéraire ADONAI de Danto à Porto Novo.

06 H 30-09 H 20 : Recueillement à son domicile, quartier Dowa, 2^{ème} rue après le terrain qui est derrière le CEG Dowa, Maison AKPATA Joseph.

09 H 30 : Levée du corps

10 H 00-11 H 00 : Hommage Politico Administratifs sur le parvis de l'Eglise Notre Dame de Porto-Novo (Mairie d'Ifangni et Autres Autorités Politico Administratives / Associations).

11 H 00 : Messe d'Enterrement à l'Eglise Notre Dame de Porto Novo.

Suivie de l'Inhumation au Cimetière de Djègan Daho à Porto-Novo.

14 H 00 : Moment de partage à la Salle de Fête Elona House située à Tokpota.

Dress code :

Blanc + Foulard - Chapeau

Justice historique

LE GHANA RELANCE LE DÉBAT SUR LES RÉPARATIONS COLONIALES

À l'occasion d'un sommet panafricain à Accra, le Ghana élève la voix pour exiger des réparations face aux crimes historiques de la colonisation et de l'esclavage. Un appel fort qui ravive les attentes des peuples africains en quête de justice.

Un plaidoyer pour la mémoire et la justice

Le Ghana, figure emblématique de la lutte pour l'indépendance africaine, a une nouvelle fois pris la tête du combat pour la reconnaissance des souffrances infligées aux peuples du continent durant des siècles d'esclavage et de domination coloniale. Lors d'un sommet panafricain organisé à Accra ce lundi 15 juillet 2025, les autorités ghanéennes ont appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités historiques en accordant des réparations aux nations africaines.

Devant un parterre de dirigeants, d'intellectuels, de militants et de descendants d'esclaves venus du monde entier, le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, a réaffirmé que "le temps est venu de réparer les torts du passé" en soulignant que l'Afrique ne saurait continuer à porter seule le fardeau des traumatismes hérités du colonialisme.

Un message adressé aux anciennes puissances coloniales

Ce plaidoyer s'adresse directement aux anciennes puissances coloniales, notamment les pays européens, invités à reconnaître formellement leurs responsabilités dans les crimes liés à la traite transatlantique et à l'exploitation coloniale. Pour le président Akufo-Addo, les simples excuses ne suffisent plus : "L'Afrique mérite réparation. Pas seulement en mots, mais en actes."

Plusieurs experts présents au sommet ont abondé dans le même sens, estimant que les séquelles de la colonisation continuent de freiner le développement économique, social et culturel du continent. Des voix ont également plaidé pour la restitution intégrale des biens culturels pillés pendant l'époque coloniale.

Une dynamique continentale en construction

Ce sommet s'inscrit dans une dynamique plus large portée par plusieurs pays africains et diasporas noires à travers le monde, qui exigent réparation et justice. Il témoigne d'un sursaut de conscience collective et d'un désir croissant d'asseoir la souveraineté africaine sur des bases historiques justes.

Le Ghana, qui a instauré l'année 2019 comme "Année du Retour" pour commémorer les 400 ans du début de la traite transatlantique, continue de jouer un rôle moteur dans ces initiatives mémorielles et diplomatiques.

Et maintenant ?

L'appel lancé à Accra constitue un nouveau jalon dans le long combat pour la justice historique. Reste à savoir si les États interpellés entendront enfin l'exigence de réparation ou s'ils continueront de tergiverser face à l'une des plus grandes injustices de l'Histoire.

Emeric Joël ALLAGBE

Conflit armé au nord du Mali

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE L'ARMÉE MALIENNE ET DES GROUPES ARMÉS PRÈS DE KIDAL



Une nouvelle escalade de violence a éclaté dans le nord du Mali, où des combats meurtriers ont opposé les Forces armées maliennes au Front de Libération de l'Azawad (FLA). Ces affrontements, survenus à proximité de Kidal, ravivent les tensions dans cette région instable.

Le nord du Mali est à nouveau en proie à une montée de violence. De violents combats ont opposé, en début de semaine, les Forces armées maliennes (FAMA) aux combattants du Front de Libération de l'Azawad (FLA), dans une zone située à quelques kilomètres de la ville de Kidal. Le bilan reste incertain, mais des sources locales et sécuritaires font état de nombreuses pertes humaines et de matériels détruits.

Selon des témoins, les affrontements auraient éclaté suite à une embuscade tendue par des éléments du FLA contre un convoi militaire malien en mission de reconnaissance. S'en est suivie une riposte massive de l'armée, appuyée par des moyens aériens. Les combats ont duré plusieurs heures, semant la panique parmi les populations locales déjà éprouvées par l'insécurité chronique dans cette zone sahélienne.

Le Front de Libération de l'Azawad, qui revendique l'autodétermination de cette région majoritairement touarègue, avait récemment intensifié ses activités après une période d'accalmie relative. Ces heurts remettent en cause les efforts de stabilisation entrepris par les autorités de transition et leurs partenaires internationaux.

Les autorités militaires maliennes n'ont pas encore communiqué officiellement sur l'incident, tandis que le FLA affirme avoir infligé de lourdes pertes aux troupes gouvernementales. Ce regain de tension survient dans un contexte de retrait progressif de certaines forces internationales, laissant les FAMA seules en première ligne dans la lutte contre les groupes armés terroristes et indépendantistes.

La situation reste très volatile dans la région de Kidal, épicentre historique des rébellions touarègues et enjeu stratégique pour le contrôle du territoire. Des appels à la retenue et au dialogue commencent à émerger, alors que la communauté internationale s'inquiète d'une éventuelle résurgence des hostilités à grande échelle dans le septentrion malien.

E.J.A

Mémoire historique

LE GHANA PLAIDE POUR DES RÉPARATIONS FACE AUX SÉQUELLES DU COLONIALISME

Accra réclame justice et reconnaissance pour les peuples africains victimes des injustices de l'époque coloniale.

Dans un appel fort lancé depuis sa capitale, le Ghana s'est une fois de plus positionné en tête du combat pour la reconnaissance des droits des peuples africains opprimés par des siècles de traite négrière, d'esclavage et de domination coloniale. Le pays plaide pour que les nations autrefois colonisatrices assument leur passé et accordent des réparations justes et symboliques.

Ce plaidoyer a été porté par le ministre ghanéen des Affaires étrangères, Shirley Ayorkor Botchwey, lors d'une récente intervention officielle. Elle a insisté sur le fait que les souffrances historiques des Africains, marquées par des déportations massives et des spoliations culturelles, économiques et humaines, méritent réparation et mémoire.

« Il est temps pour les anciennes puissances coloniales d'examiner leur responsabilité historique et d'engager un véritable dialogue sur les réparations », a-t-elle affirmé.

Le Ghana, berceau de nombreuses luttes pour l'indépendance en Afrique de l'Ouest, milite depuis plusieurs années pour un processus international de reconnaissance et de réparation. Ce combat s'inscrit également dans la dynamique de la Décennie des personnes d'ascendance africaine décrétée par les Nations Unies (2015-2024), qui vise à promouvoir justice, développement et égalité pour les populations issues de la diaspora.

Par ailleurs, Accra entend accueillir un sommet africain dédié à la mémoire, à la réconciliation et aux réparations. L'objectif est de réunir gouvernements, chercheurs, ONG et représentants de la société civile pour avancer vers des actions concrètes.

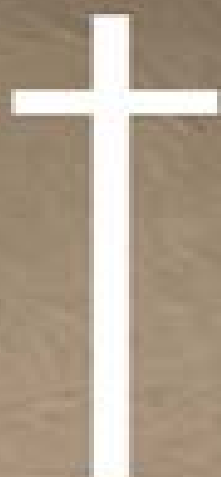
Ce mouvement de fond, amorcé dans plusieurs pays africains et soutenu par certains intellectuels et militants occidentaux, prend une ampleur nouvelle dans un monde en quête de justice historique.

Le Ghana espère que cette mobilisation contribuera à panser les blessures du passé et à construire des relations internationales fondées sur la vérité, la dignité et l'équité.

E.J.A



EN MÉMOIRE DE NOTRE CHÈRE ET REGRETTÉE



Henriette BALADJA KPEGNON
épouse HOUNTONDJI

Rappelée à Dieu le 30 Juin 2025 à 72 ans

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Mercredi 16 et Jeudi 17 Juillet 2025

20h 00 : ● Veillée Messe à l'Eglise Catholique St Michel de Ouando

Vendredi 18 Juillet 2025

18h 00 : ● Retrait du corps à la morgue du CHDO.

20h 00 : ● Veillée-Messe corps présent à l'aumônerie du Centre Songhaï de Porto-Novo

● Chapelle ardente et veillée nocturne au domicile de la défunte, à Ouando

Samedi 19 Juillet 2025

07h 00 : ● Office des défunts au domicile de la défunte, puis départ pour l'Eglise

08h 00 : ● Messe corps présent à l'Eglise Catholique St Michel de Ouando

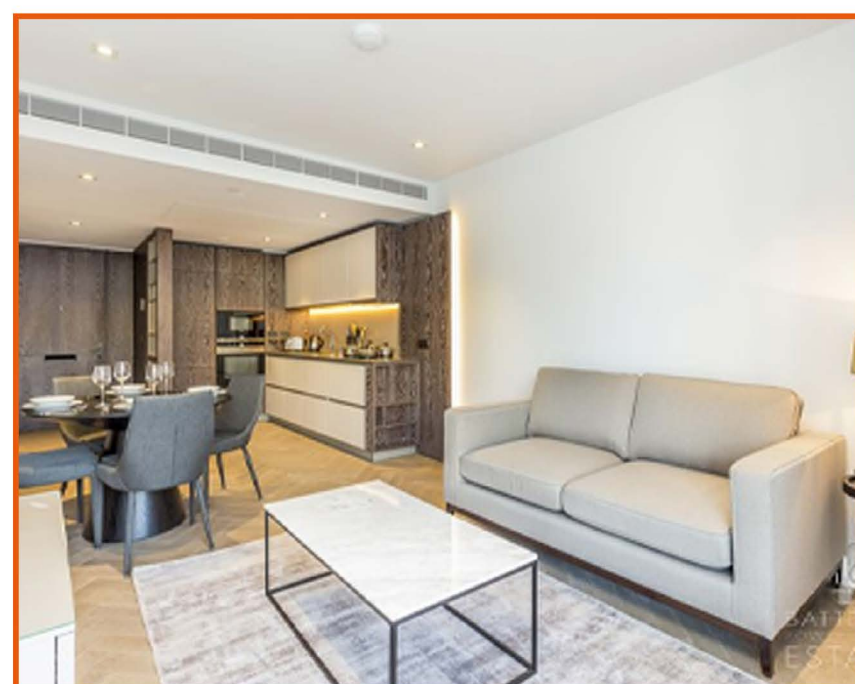
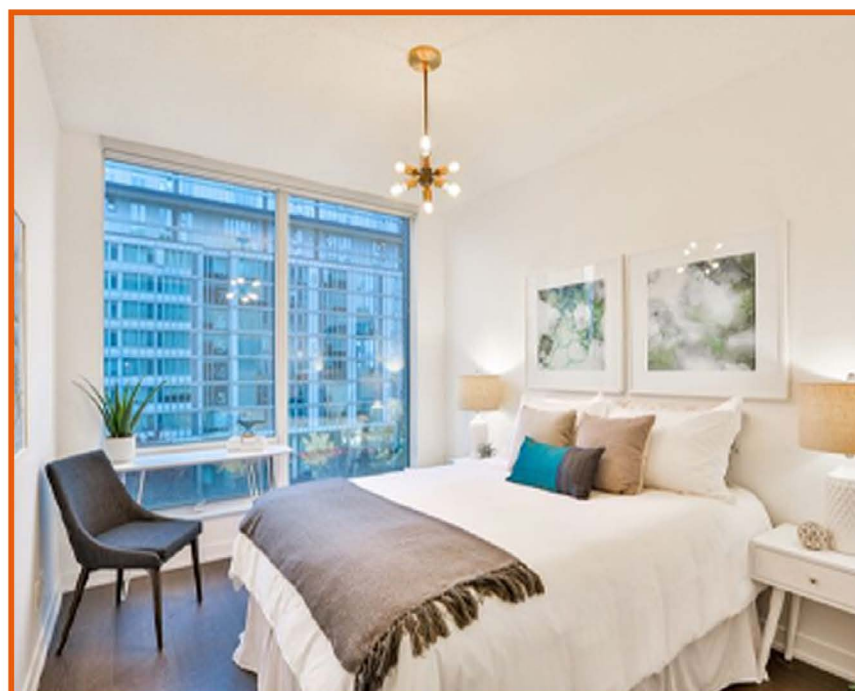
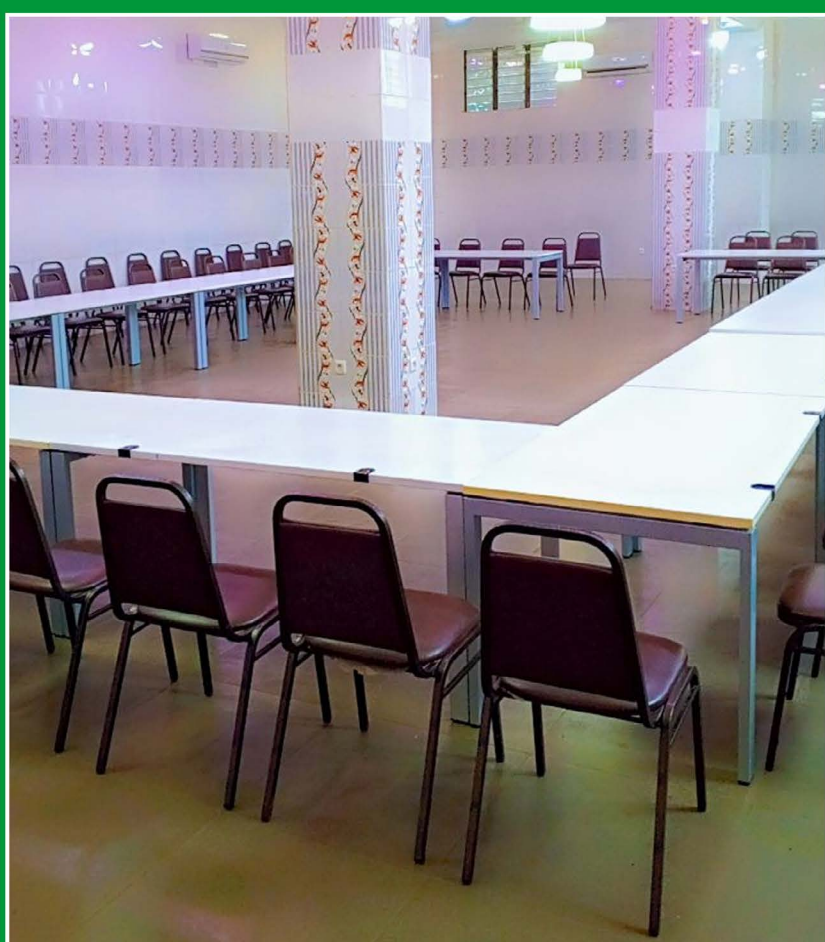
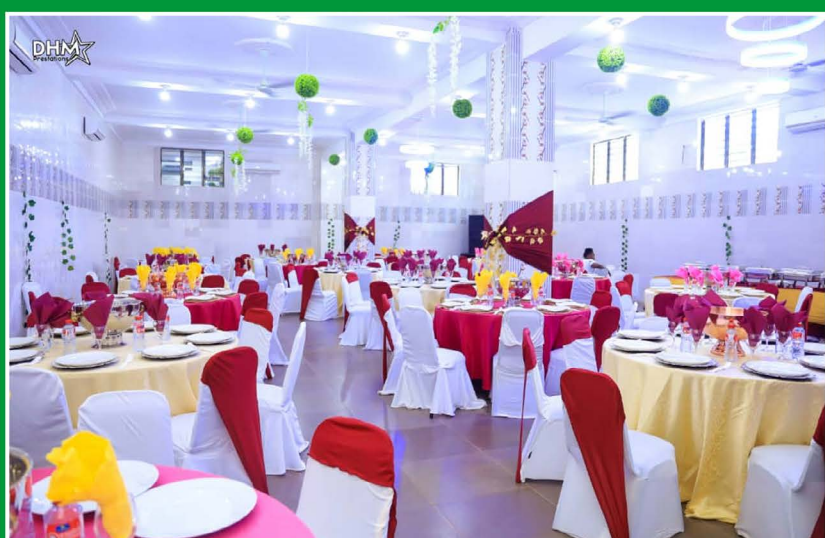
● Les condoléances seront reçues sur le porche de l'Eglise

14h 00 : ● Inhumation au cimetière municipal de Kpingnin à Dassa

DRESS CODE : Blanc

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOUE



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707